

13 juin 1995 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les déficits publics, la prise d'otages de la FORPRONU en Bosnie, la création de la Force de réaction rapide et l'annonce de la reprise des essais nucléaires, Paris le 13 juin 1995.

Vous êtes les journalistes accrédités à l'Élysée, c'est-à-dire chargés de suivre les activités du Président de la République et d'ailleurs un certain nombre d'entre vous vont partir à Washington et à Halifax avec moi. J'ai donc pensé qu'il était normal que mon premier point de presse à l'Élysée soit avec vous, soit adressé aux journalistes accrédités. Si vous voulez bien nous allons pendant une petite demie heure évoquer les sujets d'actualité à votre initiative et par conséquent je demande à celui ou à celle qui veut poser une question de bien vouloir lever la main.

- QUESTION.- Monsieur le Président, François Bachy de TF1, pour la première fois depuis votre élection, les Français ont voté depuis dimanche dernier à l'occasion des élections municipales. Il y a un fait politique marquant c'est l'enracinement du Front national & certains parlent même d'un arbitre pour le deuxième tour, alors est-ce que cela menace les valeurs républicaines que vous avez défendues pendant votre campagne et cela justifie-t-il les créations de type "Front républicain" qu'a préconisées Philippe Séguin samedi dernier ?

- LE PRESIDENT.- Monsieur Bachy, il n'est pas dans ma vocation au poste qui est le mien et de surcroît entre les deux tours d'une élection de faire des commentaires politiques au sujet de cette élection. Je n'en ferai donc pas d'autant qu'il y en a eu beaucoup de fort pertinents. D'autant que l'expérience prouve que c'est au lendemain du second tour que se dégagent les véritables enseignements d'un scrutin. En revanche, je profiterai de votre question pour m'adresser aux Français en leur disant que la démocratie est un bien inestimable dont il faut avoir été privé pour se rendre compte à quel point il est important, et que la démocratie locale est un élément essentiel de la démocratie. Et donc qu'il faut respecter ces hommes et ces femmes qui dans des conditions souvent difficiles se présentent pour assumer la gestion des affaires quotidiennes d'une commune avec généralement de grandes ambitions et de petits moyens surtout lorsqu'il s'agit de communes modestes en nombre d'habitants. Je pense donc qu'il faut les encourager. En tout cas il faut voter & les citoyens ont des devoirs, c'est un sujet sur lequel j'aurai l'occasion de revenir, non pas ce soir mais dans les semaines et les mois qui viennent & mais au-delà, des droits qui doivent leur être mieux garantis. Mais au-delà des droits ils ont aussi des devoirs et parmi ces devoirs il y a celui de voter et c'est pourquoi j'encourage tous nos compatriotes, dimanche prochain à aller voter.\

QUESTION.- (Dominique Brocard, France inter). Monsieur le Président d'ici à la fin de ce mois le Premier ministre va présenter le collectif budgétaire, on parle d'une hausse de la TVA qui passerait de 18,6 à 20 %, on dit aussi que la durée du contrat initiative emploi pourrait passer de deux ans à dix-huit mois, alors je voudrais savoir quel est le diagnostic que vous portez sur l'état des finances publiques.

- LE PRESIDENT.- Nos finances publiques, ce n'est un secret pour personne, ne sont pas en bon état, nos déficits sont importants et sont allés croissant. Avec eux, notre dette n'a cessé d'augmenter et par là même, la pression sur les marchés fait augmenter les taux d'intérêt et tout ceci a des conséquences fâcheuses. Alors voilà pourquoi je crois que depuis quelques années on a

un peu laissé aller les choses et aujourd'hui on est obligé de les reprendre en mains. Il faut un nouvel état d'esprit qui soit à la fois plus exigeant, plus volontariste et qui conduise à comprendre que l'objectif essentiel qui consiste pour nous à réduire le chômage et à maîtriser l'exclusion, c'est-à-dire à retrouver la cohésion sociale de notre peuple passe par la meilleure santé de nos finances publiques et la lutte contre le chômage, protection des plus fragiles et ce sont en réalité des éléments qui sont indissociables. Et c'est donc dans ce sens que je souhaite que le gouvernement agisse. Dans quelques jours vous le savez le Premier ministre va présenter son programme économique et social. Je connais sa conviction. Je connais sa compétence et je suis sûr que ce qu'il décidera sera bien décidé. Ce que je voudrais simplement dire c'est que bien sûr il faudra faire des efforts, mais ces efforts je souhaite qu'ils soient d'abord demandés au gouvernement, à l'administration, ensuite naturellement aux Français les plus favorisés. Et enfin, bien sûr, à tous nos concitoyens mais à condition que l'effort soit équitablement réparti, c'est-à-dire qu'il tienne compte de la réalité des choses et de la dégradation qu'a hélas connu, sur le plan social, notre société.

QUESTION.- (Nathalie Saint-Cricq - France 2) Monsieur le Président, ma question porte sur la Bosnie. Les otages sont en voie d'être libérés. Je voudrais savoir d'abord s'il y avait une contrepartie à cette libération ? Ensuite, vous êtes à l'origine de la création, avec les Britanniques, de la Force de Réaction Rapide, qu'est-ce que cela va changer concrètement sur le terrain ? Enfin, je voudrais savoir si vous estimez qu'il y a aujourd'hui plus de chance de déboucher sur une solution diplomatique dans le cadre de ce conflit ?

- LE PRESIDENT.- Je le souhaite parce que je ne crois pas qu'il y ait d'autres solutions. Alors s'agissant d'abord de nos otages, je dis "nos", ceux de la FORPRONU, nous avons des informations qui ne sont pas encore confirmées mais qui nous ont été données de source sûre et qui indiquent que la totalité ou la quasi totalité des otages serait actuellement libérée ou en voie d'être libérée. Mais vous me permettez d'attendre la confirmation de cette affirmation pour vous la donner pour sûre.

- Rien n'a été donné en échange. Il n'était même pas envisageable d'imaginer dans ce domaine je ne sais quel troc. La prise d'otages est un acte scandaleux, barbare et nous avons agi de façon diplomatique et fermement. Mais naturellement, sans aucune espèce de contrepartie. J'avais même indiqué, lorsque nous avons désigné, à l'occasion du dîner il y a trois ou quatre jours des chefs d'Etat et de gouvernement européens, que dans le cadre de la mission que nous lui avons confiée, M. Carl Bildt, ancien Premier ministre de Suède, ne pourrait et ne devrait rencontrer les représentants des Serbes de Bosnie, qu'après la libération naturellement de tous les otages.

- Alors à partir de là, l'action diplomatique a été renforcée, c'est vrai, notamment pour faire comprendre au Président Milosevic, à Belgrade, que son intérêt n'était sans doute pas d'attendre et que le temps jouait contre lui. Mais qu'il devait user de toute son influence sur les Serbes de Bosnie pour obtenir de leur part une meilleure compréhension des choses, une plus juste appréciation des choses et également pour faire la reconnaissance mutuelle entre la Bosnie et la Serbie ce qui serait un pas décisif. J'espère que nous nous orientons dans cette direction.

` Suite réponse sur la prise d'otages de la FORPRONU par les Serbes de Bosnie `

- Donc, une diplomatie plus ferme, mais également des moyens militaires plus adaptés. Il est certain que la FORPRONU, et nous l'avons vu avec les prises d'otages, était extraordinairement vulnérable. Des soldats peu armés, désignés par la couleur de leur casque et celle de leur véhicule sont d'une grande vulnérabilité. Et ce qui devait se passer s'est passé. Alors on peut comprendre que des soldats soient blessés, voire soient tués. On le déplore, on le regrette, mais cela peut se concevoir. Mais on ne peut pas admettre que les soldats soient humiliés. Or, nous étions entrés dans un processus où les soldats de la FORPRONU et notamment les soldats français étaient humiliés.

- C'est quelque chose que je ne peux pas accepter, d'où la décision que nous avons prise avec les Britanniques d'envoyer une Force de Réaction Rapide dont la vocation n'est pas d'agresser, n'est pas de faire la guerre naturellement, ce n'est pas notre intention, mais d'être en mesure de réagir instantanément et efficacement avec les moyens adaptés, notamment par l'artillerie, en

hélicoptère, en char, chaque fois que les soldats de la FORPRONU sont visés, sont agressés, sont délogés des positions qu'il leur avait été demandé d'occuper, etc. C'est donc une Force de Réaction Rapide comme son nom l'indique et elle se bat, elle, sous ses propres couleurs.

J'espère qu'elle ne se battra pas d'ailleurs car j'ai fait passer là aussi très clairement, notamment aux Serbes de Serbie, à l'intention de leurs frères de Bosnie, le message selon lequel cette force qui n'était pas une force d'agression serait en revanche une force de soutien énergique et efficace chaque fois que les soldats de la FORPRONU seraient menacés ou humiliés.\

QUESTION.- (Philippe Guillaud - AFP) Monsieur le Président, vous aviez indiqué pendant la campagne, que vous consulteriez des experts sur la nécessité de reprendre ou non les essais nucléaires. Avez-vous arrêté votre position et, si oui, quelle est-elle ?

- LE PRESIDENT.- Je crois, en effet, que le moment est venu pour la France d'arrêter une décision définitive dans le domaine de ses essais nucléaires quand, naturellement, nous préférierions tous ne pas avoir à reprendre d'essais nucléaires. Malheureusement, nous les avons arrêtés un peu trop tôt, en avril 1992, c'est-à-dire avant que la série qui devait nous permettre d'achever, ne soit terminée. J'ai donc consulté tous les experts civils et militaires, compétents et responsables pour qu'ils me donnent leur sentiment sur les conséquences de cet arrêt, la possibilité de maintenir le moratoire ou au contraire la nécessité de terminer les essais interrompus.

- Je peux vous dire qu'ils ont été unanimes, unanimes pour m'indiquer que si nous voulions assurer la sûreté et la fiabilité de nos forces de dissuasion sur lesquelles reposent notre défense et notre indépendance, si nous voulions passer au stade de la simulation en laboratoire dont on parle beaucoup aujourd'hui, c'est-à-dire la possibilité de faire dans des laboratoires des expériences qui sont, à travers les ordinateurs et les technologies naturellement modernes, mais sans avoir à recourir à des essais en vraie grandeur, si nous voulions le faire, nous étions obligés d'achever cette série d'essais nucléaires.

- Vous savez que ces essais se passent dans le Pacifique Sud, qu'ils ont lieu dans des conditions où, sans entrer dans les polémiques, il n'y a strictement aucune conséquence écologique, comme ont pu le constater de nombreux spécialistes étrangers, savants étrangers venus sur les sites. J'ai d'ailleurs indiqué que, dans le cadre de l'achèvement de nos essais, il y aurait possibilité pour toutes les personnalités scientifiques compétentes de venir constater sur place le fait qu'il n'y a aucune conséquence écologique dans ces essais. Les essais nécessaires sont au nombre de huit. Ils interviendront à partir du mois de septembre et seront, en tous les cas, terminés fin mai 1996, et peut-être avant. Alors, j'insiste sur ce point parce que vous le savez, c'est à l'automne 1996 que va arriver à terme et à signature, si j'ose dire, le traité portant interdiction - le traité international - de tout essai nucléaire et la France a bien l'intention de signer sans réserve ce traité en automne 1996 portant interdiction de tout essai nucléaire. Mais, pour ce faire, il fallait naturellement qu'elle soit en situation d'assurer - je vous l'ai dit tout à l'heure - à la fois la sécurité et la fiabilité de sa force de dissuasion et qu'elle ait aussi la possibilité, comme l'ont d'autre pays, de passer à la simulation.

- J'ajoute que mon objectif est de permettre à la France d'avoir une sécurité renforcée pour un coût moindre et c'est possible. Je n'entrerai pas dans le détail de ce point de vue mais j'ai demandé également au gouvernement, dans cet esprit aussi, d'examiner les conditions de fermeture du site d'Albion, dont je ne suis pas certain qu'il corresponde aujourd'hui à une nécessité. Le gouvernement me fera un rapport sur ce point bien entendu.

- Dans l'hypothèse où cette fermeture sera décidée, il va de soi que la conversion du site en une autre activité offrant les mêmes caractéristiques en termes d'emploi et en termes d'activité économique serait assurée. Donc, après mûre réflexion, après de larges consultations, j'ai pris la décision, parce que je la considérais nécessaire aux intérêts supérieurs de notre nation, d'autoriser la fin de cette campagne d'essais et cette décision est naturellement irrévocable.\

QUESTION.- Dominique Bromberger - Investir - Monsieur le Président de la République, pour revenir un instant sur la question de la Bosnie, on a vu, une nouvelle fois, les Serbes interdire l'acheminement d'un convoi humanitaire vers Sarajevo et d'autre part, plusieurs zones dites de sécurité des Nations unies ont été, contrairement aux résolutions des Nations unies, encore

SECURITE DES NATIONS UNIES ONT ETE, CONTRAIREMENT AUX RESOLUTIONS DES NATIONS UNIES, ENCORE bombardées. Alors, cette situation est-elle tolérable ou est-ce que c'est simplement le fait que des soldats français et que les Casques bleus sont humiliés qui est intolérable ? Est-ce que c'est cela aussi qui est intolérable ?

- LE PRESIDENT.- Rien n'est plus intolérable que l'humiliation d'un soldat. Intolérable également - il faut bien le reconnaître - le fait de ne pas respecter l'ordre international mais cela, hélas, est plus fréquent. La Force de Réaction Rapide, que j'évoquais tout à l'heure, a aussi pour objet de sortir d'un système où pratiquement la FORPRONU ne se donnait pas les moyens de faire respecter les décisions qu'elle prenait. Je crois qu'il vaut mieux ne pas prendre de décision plutôt que de se mettre dans la situation qu'elle soit bafouée.\

QUESTION.- (Claude Cabanne - L'Humanité) Monsieur le Président, est-ce que vous ne craignez pas que la reprise des essais nucléaires par la France ne nuise beaucoup à son image dans le monde, d'une part et d'autre part, n'encourage les puissances non nucléaires à se doter de l'arme nucléaire elle-même, et donc relance la course aux armements ?

- LE PRESIDENT.- Sur le deuxième point, il y a eu la signature et la France y a pris un rôle diplomatique très actif du traité de non-prolifération. Je crois que 178 pays l'ont signé, si je ne m'abuse. Par conséquent, il ne peut pas y avoir de conséquence de cette nature. Le traité de non-prolifération s'impose et je le répète : la France a eu un rôle très très actif dans le fait que beaucoup de pays qui étaient réservés l'ont signé, comme nous. Guerre et action dans certains pays ou dans certaines opinions publiques - je n'en doute pas - d'autant que ce sont des sujets complexes et qui souvent provoquent des réactions passionnelles. Je respecte les opinions de tous. Je ne polémique avec personne. J'ai pris le soin d'informer soigneusement toutes les personnalités en France et à l'étranger qui devaient l'être de ma décision et je n'ai polémique avec personne. Je dis seulement que c'est ma responsabilité. Je suis certain que cette décision est conforme à l'intérêt national, à l'indépendance nationale et que, par conséquent, je me devais de la prendre.

- QUESTION.- Avez-vous prévenu les gouvernements de Nouvelle-Zélande et d'Australie et si oui, quand ?

- LE PRESIDENT.- Je préviens aujourd'hui, les gouvernements de Nouvelle-Zélande et d'Australie. Mais pour ne rien vous cacher, j'avais eu l'occasion de rencontrer le Premier ministre néo-zélandais le 8 mai à Paris et nous avons déjà évoqué ce sujet. Sa surprise ne devrait pas être grande.\

QUESTION.- Cela fait plus d'un mois que vous avez été élu, avez-vous l'impression d'avoir changé. Avez-vous l'impression que le Président a totalement effacé le candidat ?

- LE PRESIDENT.- Vous seriez peut être mieux à même de le dire que moi, parce que c'est de l'observation extérieure. Ce que je peux vous dire, c'est que les responsabilités d'un président, sont effectivement d'un niveau auquel une très bonne campagne prépare naturellement, en tous les cas je ne me suis pas trouvé surpris par les problèmes auxquels j'avais à faire face.\

QUESTION.- Pour reprendre le problème des essais nucléaires, est-ce que vous ne craignez pas que certains pays, qui ont déjà l'arme atomique ne procèdent eux aussi à certains essais, en suivant l'exemple de la France. Peut-on avoir une idée de la tonalité des réactions des chefs d'Etat que vous avez prévenu ?

- LE PRESIDENT.- Je laisserai aux chefs d'Etat que j'ai prevenus le soin d'exprimer eux-mêmes leur position. Je ne suis pas leur porte parole. Mais j'ai fait ce qui devait être fait, bien entendu. Je ne pense pas que cela soit de nature à encourager certains qui n'auraient pas fait d'essais, à en faire. Chacun sait que la France avait interrompu ses essais, pour des raisons que je peux parfaitement comprendre, mais, alors qu'elle terminait son programme et que donc elle s'était amputée d'un certain nombre d'informations que l'on pouvait juger inutiles ou au contraire nécessaires. Chacun sait que ce ne sont pas des essais destinés à améliorer les performances de nos armes, ce n'était pas évidemment le cas. Je ne vois pas en quoi cela pourrait inciter ou encourager ceux qui ont décidé un moratoire de leurs essais, c'est à dire essentiellement les Américains et les Russes, à en faire de nouveaux, les Chinois vous le savez continuent de faire des essais.

- QUESTION.- Quelles personnalités avez-vous prévenues en France. Avez-vous prévenu notamment les membres de l'opposition, des responsables de l'opposition ?

- LE PRESIDENT.- Ceux que j'ai pu joindre, oui, notamment le Premier secrétaire du Parti socialiste et cela va de soi mon prédécesseur M. Mitterrand.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous allez rencontrer demain le Président Clinton. Pensez-vous que l'absence des troupes américaines aux côtés des Français et des Britanniques en Bosnie a nui à la crédibilité américaine en tant que leader de l'Alliance atlantique. Qu'allez-vous dire à Bill Clinton pour donner une nouvelle impulsion aux relations transatlantiques ?

- LE PRESIDENT.- Je ne porterai pas de jugement sur la position prise par le Président américain, en ce qui concerne la présence des forces américaines sur le terrain. En revanche, je rendrai hommage à l'action militaire superbe de récupération d'un aviateur qui a été conduite par les troupes américaines. Je ne parlerai pas de leader de l'Alliance atlantique, je crois que l'Alliance atlantique n'a pas de leader. Il y a une organisation du Traité de l'Atlantique nord qui, cela apparaît à l'évidence, doit être aujourd'hui réformée, c'est d'ailleurs l'un des sujets dont je parlerai sans aucun doute au Président américain et réformée de telle sorte qu'il y ait deux piliers, un pilier américain cela va de soi et un pilier européen qui devrait petit à petit se développer. D'ailleurs on voit bien dans l'évolution de cette affaire ex-Yougoslave que petit à petit se dessine en quelque sorte l'esquisse d'un pilier européen de la défense, ce qui va tout à fait dans le sens souhaitable.\

QUESTION.- A la lumière de vos entretiens aujourd'hui avec M. Rabin, et la semaine passée avec le Président libanais, croyez-vous qu'un accord syro-israélien et libano-israélien serait possible avant la fin de l'année et qu'attendez-vous de votre entretien avec le Président Clinton à ce sujet ?

- LE PRESIDENT.- Je dois dire que les entretiens que j'aurai avec le Président Clinton, porteront sur tout un ensemble de sujets, notamment les problèmes de l'Union européenne, les problèmes de l'emploi, de la stabilité monétaire, de l'organisation du commerce international, de la lutte contre la grande criminalité ou de la sûreté nucléaire - je pense à Tchernobyl - les problèmes aussi d'aide au développement - dans la mesure où je suis un peu inquiet de voir certains pays et notamment les Américains se désengager -.

- Nous parlerons aussi certainement des problèmes du Moyen-Orient. Dans la mesure où l'Union européenne dans le monde, est de loin le plus gros contributeur, et étant le plus gros contributeur de fonds, le plus gros bailleur de fonds -, l'Europe doit avoir un niveau de responsabilités que personne ne peut lui contester.

- S'agissant de votre question sur l'accord israélo-syrien et israélo-libanais, vous me demandez mon sentiment. Je souhaite que cet accord intervienne naturellement, puisque j'approuve le processus de paix et je dirai que j'ai une grande admiration pour ceux qui ont été les promoteurs de ce processus et qui ont engagé la désescalade. Cet accord de paix devrait me sembler-il, intervenir avant la fin de l'année - je n'en sais rien -, mais le processus sera long. Vous savez entre le moment où le processus de paix est intervenu entre Israël et l'Egypte et la stabilisation totale de la situation, il s'est passé plus de deux ans. Donc, les choses sont lentes. Mais je pense qu'on est dans la bonne direction. Alors, peut-être vraiment la dernière question !\

QUESTION.- Monsieur le Président, quelle valeur faut-il attacher au fait que, derrière vous, le drapeau français se trouve auprès du drapeau européen ?

- LE PRESIDENT.- Le fait qu'il en est ainsi dans tous les Palais nationaux des Douze auparavant, des Quinze maintenant des pays membres de l'Union européenne et que je suis respectueux à la fois du protocole et aussi de la vocation de la France d'être le moteur d'une construction européenne et d'une union européenne qui soit un facteur de stabilité et de progrès dans le monde et en Europe.\